

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

Flory, M. et Mantran, R., *Les régimes politiques des pays arabes*, P.U.F., Paris 1968, 469 p. (Coll. « Thémis »).

par Antoine Ayoub

*Études internationales*, vol. 1, n° 2, 1970, p. 102-103.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700023ar>

DOI: 10.7202/700023ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

## I - COMPTES RENDUS \*

*Corporations and the Cold War.* Edited and with an Introduction by David Horowitz, published with the Bertrand Russell Peace Foundation, New York, London 1969.

La thèse de base de ce volume se résume ainsi : la politique étrangère des États-Unis ne doit pas être interprétée comme étant la poursuite d'« idéaux démocratiques » ni comme une réponse à des menaces extérieures, mais bien comme le résultat d'objectifs fixés par la classe sociale qui contrôle les grandes corporations américaines.

L'introduction de David Horowitz indique clairement les objectifs du volume. L'auteur se demande en effet comment les politiques antirévolutionnaires des États-Unis peuvent s'expliquer. « These paradoxes can only be explained if it can be shown that there is a group wielding predominant power in the American policy, one whose interests run counter to what have been America's most basic ideals, and which can impose its own interpretation of the American tradition on the framework of policy-making in the state ».

Il n'y a rien de nouveau dans tout ceci ; d'autres auteurs ont déjà affirmé des choses du genre. La nouveauté résulte de la grande documentation des textes. Cependant il demeure que le lecteur est placé devant une simplification de la question : les seuls qui participent aux décisions et qui influencent celles-ci, ce sont les représentants des grandes entreprises américaines. Tous les autres facteurs politiques : opinion publique, partis politiques, le Congrès, etc., tout cela est mis volontairement de côté.

\* Les ouvrages envoyés à la Rédaction sont mentionnés dans la liste des ouvrages reçus et, s'il y a lieu, feront l'objet d'un compte rendu.

On n'a qu'à analyser le conflit vietnamien pour se rendre compte que ces facteurs ont aussi joué.

Il est certain que les grandes entreprises jouent un grand rôle en politique étrangère américaine. Cependant cela ne veut pas dire qu'on est justifié de tout expliquer par ce phénomène. Il demeure toutefois que ce volume a la qualité de nous faire découvrir sans équivoque l'importance des grandes entreprises américaines dans le processus de formulation des politiques extérieures.

G. William Domhoff nous présente dans le chapitre premier un aspect très intéressant. En effet, il nous fait découvrir le contrôle que les entreprises peuvent exercer sur la recherche en affaires internationales. En effet, par les fondations qui subventionnent ces recherches, il est possible d'orienter et de contrôler jusqu'à un certain point ces recherches.

Ce livre n'apporte rien de vraiment nouveau à la compréhension du processus de décision en politique étrangère américaine. Mais on y trouve beaucoup de précisions et de documentation sur le rôle de l'élite économique en politique étrangère.

MARCEL GILBERT,  
secrétaire du  
département de Science politique,  
université Laval.

FLORY, M. et MANTRAN, R., *Les régimes politiques des pays arabes*, P.U.F., Paris 1968, 469p. (Coll. « Thémis »).

Voici un ouvrage qui, jusqu'ici, manquait à la Bibliothèque Française des Sciences Humaines. Le sujet est tellement complexe, sa limite est tellement étendue, enchevêtrée et controversée que c'était vraiment une gageure de présenter « les régimes politiques des pays arabes » sans succomber à la tentation du

parti-pris ou à celle — plus grave encore — de la confusion et de la répétition. Il n'en est rien et les deux professeurs d'Aix-en-Provence ont largement gagné leur pari en présentant un ouvrage clair, très bien documenté, pluridisciplinaire et parfois courageux.

Deux méthodes de travail s'offraient, en principe, à tout chercheur qui se proposait de traiter des régimes politiques arabes : la première consistait à étudier séparément et tour à tour chacun des pays arabes — de l'Atlantique au golfe Persique — en essayant d'expliciter son histoire, ses structures sociopolitiques, les traits fondamentaux de son régime et ses problèmes propres ; la seconde méthode pouvait chercher à dégager les caractéristiques, les points communs, les problèmes généraux et fondamentaux de tous les régimes politiques arabes, de la Monarchie théocratique à la République socialiste et populaire... Les auteurs ont préféré une troisième méthode de travail qui s'est révélée tellement efficace et heureuse qu'il nous semble justifié de l'indiquer comme modèle aux auteurs arabes des différents ouvrages à usage universitaire sur la société arabe (*Al-Moujtara Al-arabb*) qui ont vu le jour en RAU, Syrie ou Irak. En effet, depuis que ce sujet forme une matière obligatoire pour les étudiants de première année dans toutes les facultés de ces trois pays, il n'y a pas eu à franchement parler, un manuel arabe de base comparable à celui de Flory et Mantran.

Après une première partie introductive qui résume les données géohumaines des pays arabes, décrit la civilisation arabo-islamique et relève le traumatisme du choc colonial et l'influence de la pénétration européenne sur les plans économique, intellectuel, et politique, les auteurs concluent leur propos sur la période moderne qui commence par l'éclatement de l'Empire ottoman et la naissance des courants modernistes et des premières ébauches d'États nationaux.

La seconde partie est consacrée aux grands problèmes relevant de la théorie politique dans leur application aux réalités concrètes du monde arabe. La colonisation et la décolonisation, les concepts de *Omma* (nation) de *Zaïm* (leader) (chef), de *Ijsna* (quasi-unanimité) de socialisme arabe offrent l'occasion aux auteurs de procéder à une analyse très intéressante du système politique arabo-musulman, de l'organisation du pouvoir et du rôle du parti dominant, de l'Islam

en face du développement et du progrès, du socialisme et de l'unité économique du monde arabe.

Les troisième et quatrième parties sont consacrées respectivement aux régimes locaux et aux relations des pays arabes avec le monde extérieur. Chaque régime politique de chaque pays arabe fait l'objet d'une section distincte où l'évolution historique, la nature du régime et ses caractéristiques propres sont très bien résumées.

Les relations avec l'extérieur sont étudiées selon quatre grandes directions : avec l'ancien colonisateur, avec les autres pays arabes, avec le problème palestinien et avec le Tiers-Monde.

Le résumé que nous avons tenté du plan de l'ouvrage démontre que les auteurs ont, en effet, opté pour un point de vue qui sans minimiser les problèmes propres à chaque pays arabe et à chaque régime arabe fait ressortir les grands problèmes qui se posent à l'heure actuelle en commun pour toutes ces régions. Leur travail est scientifique et courageux dans la mesure où ils se sont d'abord donné la peine de réunir une riche documentation de base parfois très difficile à établir, ensuite parce qu'ils n'ont pas passé sous silence l'étude de problèmes brûlants et sujets à passion (socialisme arabe, problème palestinien, Islam et progrès... etc.). On ne peut pas leur reprocher de rester neutres et froids en face de ces problèmes. Au contraire, leur objectif étant d'informer et non pas de prendre position, ils l'ont fait avec rigueur et méthode laissant aux lecteurs le soin de se faire une opinion sur tel ou tel problème.

S'il faut absolument faire des critiques nous dirons que l'ouvrage aurait gagné à insister davantage sur le rôle que joue à l'heure actuelle et que devra jouer le pétrole non seulement comme facteur de développement dans les pays producteurs mais également comme source supplémentaire de conflit dans les relations politiques internationales des régimes arabes. D'autre part les relations politiques des régimes à l'encontre des deux supergrands auraient pu faire l'objet d'un chapitre distinct, plein d'intérêt à l'heure où le Moyen-Orient semble devenir de plus en plus l'un des foyers de friction entre l'Union soviétique et les États-Unis d'Amérique.

ANTOINE AYOUB,  
département d'Économique,  
université Laval.